

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET DE LA CULTURE FRANÇAISE

22 OCTOBRE 1971. — Arrêté royal établissant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux maisons des jeunes et associations assimilées

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 67 de la Constitution;

Considérant que la politique culturelle a notamment pour objectif de promouvoir l'utilisation du temps libre dans une perspective d'éducation permanente;

Considérant, d'autre part, que les loisirs constituent plus particulièrement pour les jeunes des occasions privilégiées d'exercer des responsabilités;

Considérant qu'il importe par conséquent de favoriser le développement d'institutions susceptibles de permettre à la jeunesse de participer à de activités orientées vers cette fin;

Considérant que la maison des jeunes, ouverte à tous, sans discrimination idéologique, politique, de sexe, de race ou de nationalité constitue un élément essentiel de promotion sociale et culturelle d'une communauté en mettant à la disposition de ceux qui la fréquentent des moyens leur permettant de prendre conscience de leurs aptitudes, de les développer et de devenir des citoyens actifs, responsables et critiques au sein de la société;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 13 octobre 1971;

Vu l'arrêté royal n° 5, du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi de subventions;

Vu l'arrêté royal du 26 avril 1968, réglant l'organisation et la coordination du contrôle de l'octroi et de l'emploi de subventions;

Vu l'arrêté royal du 26 février 1970 portant création d'un conseil de la jeunesse d'expression française;

Vu les propositions de la Commission spéciale des Maisons des Jeunes de la section française du Conseil national de la Jeunesse, en date du 25 juin 1970;

Vu les avis émis lors de la réunion consultative des représentants des maisons des jeunes et de leurs fédérations en date du 28 avril 1971;

Vu la loi du 23 décembre 1946, portant organisation d'un Conseil d'Etat;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Culture française,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Est considérée comme maison des jeunes ou centre rural de jeunesse, au sens du présent arrêté, l'institution fondée sur la participation de la jeunesse à la programmation et à la réalisation d'activités d'animation socio-culturelle répondant aux besoins généraux ou spécifiques du milieu d'implantation (plus particulièrement à ceux des jeunes de 14 à 30 ans) et qui a été agréée à l'un de ces titres par Notre Ministre qui a la Culture française dans ses attributions.

Art. 2. Pour pouvoir être agréée au titre de maison des jeunes, l'institution doit répondre aux conditions suivantes :

a) Assurer l'existence et le fonctionnement d'un conseil des jeunes composé de membres élus par et parmi les usagers âgés de 14 à 30 ans et d'un délégué par organisation de jeunesse qui participe à la vie de la maison des jeunes.

b) Être gérée par un comité de gestion dont la moitié au moins des membres est élue par les usagers parmi les candidats âgés de 14 à 30 ans présentés par le Conseil des Jeunes,

MINISTERIE VAN NATIONALE OPVOEDING
EN FRANSE CULTUUR

22 OKTOBER 1971. — Koninklijk besluit houdende vaststelling van de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de jeugdthuizen en van de daarmee gelijkgestelde verenigingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet,

Gelet op artikel 67 van de Grondwet;

heeft het gebruik van de vrije tijd te bevorderen met het oog op een permanente opvoeding;

Overwegende, anderzijds, dat de vrije tijd inzonderheid voor de jeugd bij uitstek, een gelegenheid is om verantwoordelijkheid op zich te nemen;

Overwegende dat het bijgevolg nodig is de groei te bevorderen van instellingen die de jeugd de mogelijkheid kunnen bieden deel te nemen aan activiteiten welke op dat doel afgestemd zijn;

Overwegende dat het jeugdtehuis dat voor iedereen openstaat, zonder onderscheid van ideologische of politieke overtuiging, geslacht, ras of nationaliteit, een grondbestanddeel is voor de sociale en culturele ontwikkeling van een gemeenschap aangezien zij die het tehuis bezoeken middelen ter hand worden gesteld om zich bewust te worden van hun aanleg, deze aanleg te ontwikkelen en actieve staatsburgers te worden die hun verantwoordelijkheid opnemen en kritisch staan tegenover de maatschappij;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, d.d. 13 oktober 1971;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 5, van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van de toelagen;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 april 1968 tot regeling van de organisatie en de coördinatie van de controle, op de toekenning en op de aanwending van de toelagen;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 februari 1970 houdende instelling van een frantstalige jeugdraad;

Gelet op de voorstellen die de bijzondere Commissie voor de Jeugdthuizen, bestande bij de frantstalige afdeling van de Nationale Jeugdraad, gedaan heeft op 25 juni 1970;

Gelet op de adviezen die op 28 april 1971 verstrekt werden tijdens de consultatieve vergadering van de vertegenwoordigers der jeugdthuizen en hun federaties;

Gelet op de wet van 23 december 1946, houdende instelling van een Raad van State;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Franse Cultuur,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Beschouwd wordt als jeugdtehuis of landelijk jeugdcentrum in de zin van dit besluit, een instelling waarvan de werking gebaseerd is op deelneming van de jeugd aan de programmering en verwezenlijking van activiteiten tot bevordering van het socio-cultureel leven, welke voldoen aan de algemene of eigen behoeften van het milieu waar de instelling gevestigd is (in het bijzonder aan de behoeften van hen die 14 tot 30 jaar zijn) en die als tehuis of centrum erkend werd door Onze Minister onder wie de Franse Cultuur ressorteert.

Art. 2. Om erkend te kunnen worden als jeugdtehuis, moet de instelling voldoen aan onderstaande voorwaarden :

a) Instaan voor het bestaan en de werking van een van jongeren bestaande uitleden gekozen door en onder de bezoekers van 14 tot 30 jaar en uit één vertegenwoordiger per jeugdorganisatie die deelneemt aan de werking van het jeugdtehuis.

b) Beheerd worden door een beheerscomité waarvan ten minste de helft van de leden door de bezoekers verkozen wordt onder de kandidaten van 14 tot 30 jaar voorgedragen door de Raad van Jongeren,

c) Disposer d'une infrastructure conforme aux normes définies par Notre Ministre qui a la Culture française dans ses attributions. Les installations doivent être soumises à la gestion exclusive du comité de gestion de la maison des jeunes sur base soit du droit de propriété, soit d'un contrat garantissant son droit d'usage pour la réalisation de ses objectifs.

d) Offrir à la jeunesse un accueil et les possibilités d'une animation manifestée notamment par :

1. Le libre accès aux locaux selon un horaire régulier et aux activités organisées, sans restriction de tendances idéologiques ou politiques et sans obligation de participation à une activité déterminée à raison de :

- 1 600 heures par an pour les maisons des jeunes de catégorie A;
- 1 200 heures par an pour les maisons des jeunes de catégorie B;
- 800 heures par an pour les maisons des jeunes de catégorie C.

Afin de garantir un fonctionnement régulier de la maison des jeunes, les heures d'ouverture doivent être au minimum de :

- 20 heures par semaine pour les maisons des jeunes de catégorie A;
- 15 heures par semaine pour les maisons des jeunes de catégorie B;
- 10 heures par semaine pour les maisons des jeunes de catégorie C, et ce, durant toutes les semaines de l'année, à l'exception de six d'entre elles annoncées préalablement comme périodes de fermeture.

2. L'action constante d'un animateur principal au moins, qualifié et attaché à cette fonction à titre de profession principale.

La fonction d'animation principale peut, sur dérogation accordée par le Ministre, être assurée par une équipe agissant collectivement pour autant qu'un de ses membres soit chargé de la responsabilité de la coordination.

Les normes de qualification de l'animateur principal et des différentes catégories de membres des équipes agissant collectivement sont définies par Notre Ministre qui a la Culture française dans ses attributions.

e) Réaliser un programme établi à l'initiative ou avec l'accord du conseil des jeunes et offrant aux adhérents des activités de développement intellectuel et physique. Ces activités doivent être au nombre de :

- 8 par semaine pour les maisons des jeunes de catégorie A;
- 6 par semaine pour les maisons des jeunes de catégorie B;
- 4 par semaine pour les maisons des jeunes de catégorie C.

Peuvent être comprises dans le nombre des activités hebdomadaires exigées, celles qui se déroulent dans les installations de la maison des jeunes à l'initiative d'une organisation de jeunesse locale, même lorsque celles-ci ne sont accessibles qu'aux membres de cette organisation.

Toute activité se déroulant à l'initiative de la maison des jeunes ou dans le cadre de ses installations, doit être animée par une personne capable de promouvoir le progrès des participants dans le domaine pratique.

f) Manifester son souci de promouvoir la prise de conscience par les jeunes des réalités de la vie communautaire aux différents niveaux : local, régional, national et international.

A ce titre, organiser annuellement la participation active de ses membres à des prestations au service de la communauté locale au minimum :

- 3 fois pour les maisons des jeunes de catégorie A;
- 2 fois pour les maisons des jeunes de catégorie B;
- 1 fois pour les maisons des jeunes de catégorie C.

En ce qui concerne les maisons des jeunes de catégorie A, elles réalisent également leur vocation au service de la communauté en offrant un support permanent aux cercles, groupements et clubs de jeunes de leur environnement par une aide-service étudiée avec ceux-ci en fonction de leurs besoins et des possibilités des maisons des jeunes.

g) Se soumettre à l'inspection de l'Etat et fournir tout document jugé utile par l'administration pour vérifier l'application des règles en vigueur et contrôler l'utilisation des subventions.

Art. 3. Par dérogation, Notre Ministre qui a la Culture française dans ses attributions peut, sur avis favorable de la fédération compétente, fixer des normes particulières d'agrément permettant d'attribuer la qualité de maison des jeunes à des institutions ne répondant que partiellement aux dispositions prévues

e) Over een onderbouw beschikken die voldoet aan de normen voorgeschreven door Onze Minister onder wie de Franse Cultuur ressorteert. De installaties moeten uitsluitend beheerd worden door het beheerscomité van het jeugdtehuis op basis van het eigendomsrecht ofwel op basis van een contract waarbij het comité het gebruiksrecht gewaarborgd wordt voor de verwezenlijking van zijn doeleinden.

d) De jeugd een onthaal bieden alsmede de mogelijkheid tot bezielende activiteit inzonderheid door :

1. Haar vrije toegang te verschaffen tot de lokalen overeenkomstig een vastgestelde uurregeling en deelneming aan activiteiten die zonder beperking van ideologische of politieke aard en zonder verplichting tot deelneming aan een bepaalde activiteit, georganiseerd worden naar rata van :

- 1 600 uren per jaar voor jeugdtehuizen van categorie A;
- 1 200 uren per jaar voor jeugdtehuizen van categorie B;
- 800 uren per jaar voor jeugdtehuizen van categorie C.

Om op regelmatige wijze te werken; moet een jeugthuis, ten minste geopend zijn gedurende :

- 20 uur per week voor jeugdtehuizen van categorie A;
- 15 uur per week voor jeugdtehuizen van categorie B;

— 10 uur per week voor jeugdtehuizen van categorie C en zulks, gedurende alle weken van het jaar, of zes weken na, die vooraf aangekondigd worden als sluitingsperiode.

2. De permanente werkzaamheid van ten minste één hoofd-animator die bevoegd is en dit ambt als hoofdamt uitoefent.

Op grond van een afwijking toegestaan door de Minister, mag het ambt van hoofdanimator waargenomen worden door een groep van personen die collegiaal samenwerken, op voorwaarde dat één van die personen instaat voor de coördinatie.

De normen voor de bevoegdheid van de hoofdanimator en van de verscheidene categorieën personen die deel uitmaken van de groepen welke collegiaal samenwerken, worden vastgesteld door Onze Minister onder wie de Franse Cultuur ressorteert.

e) Een programma verwezenlijken dat op initiatief van of met de instemming van de raad van jongeren vastgesteld is en dat de deelnemers de mogelijkheid biedt, activiteiten te beoefenen voor de ontwikkeling van geest en lichaam. Het aantal van deze activiteiten moet belopen :

- 8 per week voor jeugdtehuizen van categorie A;
- 6 per week voor jeugdtehuizen van categorie B;
- 4 per week voor de jeugdtehuizen van categorie C.

De activiteiten die in de installaties van het jeugdtehuis plaatshebben op initiatief van een lokale jeugdorganisatie, ook indien aan deze activiteiten enkel de leden van deze organisatie mogen deelnemen, zijn eventueel begrepen in het aantal vereiste wettelijke activiteiten.

Elke activiteit die plaats heeft op initiatief van het jeugdtehuis of in het raam van de installaties van het tehuis moet bezielend worden door een persoon die ertoe in staat is de vorderingen van de deelnemers op het gebied dat beoefend wordt, in de hand te werken.

f) Uiting geven aan haar streven de jeugd meer bewust te maken van de realiteit van het gemeenschapsleven op verschillende niveaus : plaatselijk, regionaal, nationaal en internationaal.

Te dien einde, moet de instelling jaarlijks haar leden actief doen medewerken aan manifestaties die de plaatselijke gemeenschap ten goede komen en zulks ten minste :

- 3 maal voor jeugdtehuizen van categorie A;
- 2 maal voor jeugdtehuizen van categorie B;
- 1 maal voor jeugdtehuizen van categorie C.

De jeugdtehuizen van categorie A, voldoen eveneens aan hun taak van dienstbetoon aan de gemeenschap, indien zij permanent aan de jeugdverenigingen, groeperingen en clubs uit hun omgeving steun verlenen in de vorm van een hulpdienst die samen met laatstgenoemde bestudeerd wordt in functie van hun behoeften en de mogelijkheden van het jeugdtehuis.

g) Zich onderwerpen aan de inspectie door de Staat en alle documenten voorleggen die de administratie nuttig acht om de toepassing van de van kracht zijnde regelen na te gaan en de aanwending van de toelagen te controleren.

Art. 3. Op grond van een afwijking, kan Onze Minister, onder wie de Franse Cultuur ressorteert, op gunstig advies van de bevoegde federatie, bijzondere erkenningsnormen vaststellen, luidens welke de hoedanigheid van jeugdtehuis mag toegekend worden aan instellingen welke slechts gedeeltelijk voldoen aan de

à l'article 2 du présent arrêté en raison de la spécificité de la population accueillie laissant apparaître des handicaps sociaux, psychologiques ou physiques justifiant l'application de méthodes spéciales et l'utilisation de moyens particuliers.

Art. 4. Peuvent être agréées au titre de centre rural de jeunesse, des associations groupant au moins trois clubs de jeunes situés dans des villages ou hameaux de moins de mille habitants, voisins entre eux et répondant aux conditions suivantes :

a) grouper des clubs locaux, indépendants d'organisations de jeunesse reconnues et offrant chacun aux jeunes, sans distinction de sexe ou d'opinion, un programme régulier d'activités dans des domaines variés et selon des techniques diversifiées;

b) être gérées par un comité de gestion composé d'un nombre égale de délégués de chacun des clubs associés;

c) totaliser ensemble des heures d'ouverture et des activités en nombre équivalent aux normes exigées pour les maisons des jeunes de catégorie A;

d) être animées par un personnel d'animation répondant aux normes prévues à l'article 2 du présent arrêté;

e) bénéficier de la caution morale, juridique et financière d'un service provincial de la jeunesse, d'une maison de la culture, d'un foyer culturel ou d'une maison des jeunes de catégorie A, et comprendre au sein de leur comité de gestion un délégué de l'institution qui accorde ladite caution;

f) se soumettre à l'inspection de l'Etat et fournir tout document jugé utile par l'Administration pour vérifier l'application des règles en vigueur et contrôler l'utilisation des subventions.

Les associations groupant moins de 5 clubs ne peuvent être agréées qu'en catégorie C; celles qui groupent 5 clubs et plus peuvent être agréées en catégorie B.

Art. 5. L'agrément des maisons des jeunes à fonction générale ou spécifique et des centres ruraux de jeunesse fait l'objet d'une décision de Notre Ministre qui a la Culture française dans ses attributions sur avis de la commission permanente prévue à l'article 6 du présent arrêté.

La commission se prononce sur un rapport établi à la suite d'une visite conjointe de l'inspecteur du ressort et d'un membre désigné par elle-même.

Elle sollicite l'avis du Service de la Jeunesse de la province dans laquelle l'institution est implantée.

Cette agrément peut être retirée selon la même procédure.

Elle peut être suspendue pour autant que, dans un délai d'un mois franc, cette mesure soit soumise à l'avis de la commission.

Art. 6. Il est créé une commission permanente d'application du présent arrêté intitulée Commission consultative des Maisons des Jeunes.

Son fonctionnement s'inscrit dans l'activité du Conseil de la Jeunesse d'expression française.

Elle a pour mission de formuler au Ministre, soit à la demande de celui-ci, soit d'initiative, des avis ou propositions sur l'agrément, le classement ou le retrait d'agrément des maisons des jeunes et centres ruraux de jeunesse, sur les normes à définir par lui, conformément aux articles 2, 4 et 9, ainsi que sur la politique générale d'implantation de ces institutions.

Elle est composée de vingt-cinq membres nommés par Notre Ministre qui a la Culture française dans ses attributions pour un terme de trois ans. Leur mandat est renouvelable.

Dix membres sont désignés par le Conseil de la Jeunesse d'expression française parmi les personnes représentatives des maisons des jeunes et de leurs fédérations.

Dix membres sont désignés à raison de deux représentants d'expression française par Conseil provincial de Jeunesse, ou à leur défaut, par Service provincial de Jeunesse.

Cinq membres sont désignés en raison de leur compétence particulière en matière de jeunesse.

La commission choisit un président en son sein.

L'administration y est représentée avec voix consultative.

bepalingen bedoeld in artikel 2 van dit besluit wegens de specifieke aard van de bezoekers die er onthaald worden, namelijk bezoekers die sociale, psychologische of lichamelijke handicaps hebben die het gebruik van speciale methodes en van bijzondere hulpmiddelen verantwoorden.

Art. 4. Erkend worden als landelijk jeugdcentrum, de verenigingen die ten minste drie jeugdclubs groeperen welke gevestigd zijn in naast elkaar gelegen dorpen of gehuchten van minder dan duizend inwoners en die aan onderstaande voorwaarden voldoen :

a) lokale clubs groeperen die onafhankelijk zijn van de erkende jeugdorganisaties en die, elk afzonderlijk aan de jeugd, zonder onderscheid van geslacht of overtuiging, geregeld een programma bieden van diverse activiteiten uitgevoerd volgens allerhande technieken;

b) beheerd worden door een beheerscomité, bestaande uit een gelijk aantal afgevaardigden van ieder der geassocieerde clubs;

c) samen een totaal aantal openingsuren en activiteiten berekenen dat voldoet aan de voor de jeugdtehuizen van categorie A vereiste normen;

d) bezield worden door een personeel van animatoren dat voldoet aan de bij artikel 2 van dit besluit bepaalde normen;

e) de zedelijke, juridische en financiële waarborg genieten van een provinciale dienst voor de jeugd, van een cultureel centrum, van een cultuurtehuis of van een jeugdtehuis van categorie A, en onder de leden van hun beheerscomité, een afgevaardigde tellen van de instelling die de hierboven genoemde waarborg verleent;

f) zich onderwerpen aan de inspectie van de Staat en alle documenten voorleggen die de administratie nuttig acht om de toepassing van de van kracht zijnde regelen na te gaan en de aanwending van de toelagen te controleren.

De verenigingen die minder dan 5 clubs groeperen kunnen alleen in categorie C worden erkend; verenigingen die 5 clubs of meer groeperen kunnen in categorie B worden erkend.

Art. 5. De erkenning van jeugdtehuizen met algemene of specifieke functie en van de landelijke jeugdcentra is het voorwerp van een beslissing die door Onze Minister onder wie de Franse cultuur ressorteert wordt genomen, op advies van de bij artikel 6 van dit besluit bedoelde vaste commissie.

De commissie doet uitspraak op grond van een verslag opgemaakt ingevolge een bezoek dat gezamenlijk afgelegd wordt door de inspecteur van het toezichtgebied en een door de commissie zelf aangewezen lid.

Zij vraagt het advies van de Dienst door de Jeugd van de Provincie, waar de instelling gevestigd is.

Deze erkenning kan volgens dezelfde procedure worden ingetrokken.

Zij kan worden opgeschort, bijaldien deze maatregel binnen een termijn van een volle maand aan het advies van de commissie wordt voorgelegd.

Art. 6. Er wordt een Vaste Commissie voor de toepassing van dit besluit opgericht « Commissie van Advies voor de Jeugdtehuizen » genoemd.

Zij werkt binnen de werkingssfeer van de franstalige Jeugdraad.

Zij heeft tot taak de Minister, hetzij op dienstverzoek, hetzij op eigen initiatief, adviezen te verstrekken of voorstellen te doen omtrent de erkenning, de indeling of de intrekking van erkenning van de Jeugdtehuizen en van de landelijke jeugdcentra, omtrent de door hem overeenkomstig de artikelen 2, 4 en 9 te bepalen normen, alsmede omtrent het algemeen beleid inzake vestiging van genoemde instellingen.

Zij bestaat uit vijftientig leden die voor een termijn van drie jaar benoemd worden door Onze Minister onder wie de Franse Cultuur ressorteert. Hun mandaat is vernieuwbaar.

Tien leden worden door de franstalige Jeugdraad aangewezen onder de personen die representatief zijn voor de jeugdtehuizen en hun federaties.

Tien leden worden naar rato van twee franstalige vertegenwoordigers per provinciale jeugdraad of, bij ontstentenis hiervan, per provinciale dienst voor de jeugd aangewezen.

Vijf leden worden op grond van hun bijzondere bevoegdheid in jeugdaangelegenheden aangewezen.

De commissie kiest onder haar leden een voorzitter.

De administratie is in de commissie met raadgevende stem vertegenwoordigd.

Art. 7. Dans les limites des crédits prévus à cet effet au budget de la Culture française, des subventions sont accordées aux maisons des jeunes et aux centres ruraux de jeunesse agréés.

Ces subventions portent sur :

- les dépenses d'équipement;
- les dépenses relatives à la rétribution du personnel d'animation;
- les dépenses de fonctionnement.

Art. 8. Dès son agréation, la maison des jeunes ou le centre rural de jeunesse se voit octroyer une subvention de premier équipement de 120 000 F.

Après dix années de fonctionnement normal et ininterrompu, les maisons des jeunes et centres ruraux de jeunesse bénéficient annuellement d'une subvention de complément ou de renouvellement d'équipement dont le montant est fixé par Notre Ministre qui a la Culture française dans ses attributions.

Ces subventions d'équipement doivent être affectées à l'acquisition de mobilier et de matériel didactique à l'exclusion de toute dépense au profit de matériaux périssables ou immobilisables.

Art. 9. Les maisons des jeunes et les centres ruraux de jeunesse agréés bénéficient annuellement d'une intervention dans la rémunération de leur personnel d'animation selon les normes établies par Notre Ministre qui a la Culture française dans ses attributions.

Art. 10. Les maisons des jeunes et centres ruraux de jeunesse agréés bénéficient annuellement d'une subvention de fonctionnement couvrant les dépenses admissibles, réellement consenties par elles pour assurer les conditions d'accueil dans leurs locaux et réaliser leur programme d'activités à concurrence de :

- 150 000 F pour les maisons des jeunes de catégorie A;
- 100 000 F pour les maisons des jeunes et centres ruraux de jeunesse de catégorie B;
- 60 000 F pour les maisons des jeunes et centres ruraux de jeunesse de catégorie C.

Art. 11. Les maisons des jeunes et centres ruraux de jeunesse qui ont introduit un dossier en vue de leur agréation mais ne répondent pas à l'ensemble des conditions requises peuvent, sur avis favorable de la commission prévue à l'article 6 du présent arrêté et de l'inspecteur du ressort, bénéficier pendant un an d'une subvention forfaitaire de 30 000 F.

Art. 12. Les montants prévus aux articles 8, 10 et 11 du présent arrêté ont été établis en référence à l'indice des prix à la consommation fixés à la date du 30 juin 1971. Notre Ministre qui a la Culture française dans ses attributions affecte ce montant d'un indice qu'il fixe en tenant compte notamment des variations du coût de la vie et des crédits disponibles à cet effet.

Art. 13. Sont réputées admissibles au sens de l'article 10 du présent arrêté, les dépenses consenties par les maisons des jeunes et les centres ruraux de jeunesse conformément au budget établi par eux et déposé à l'administration avant le 1er septembre de chaque année.

Ces budgets sont établis par exercice courant du 1er juillet d'une année civile au 30 juin de l'année civile suivante.

Art. 14. Les comptes et pièces justificatives des dépenses présentées par les maisons des jeunes et centres ruraux de jeunesse en vue de bénéficier de subventions de fonctionnement doivent parvenir à l'administration compétente au plus tard le 1er septembre qui suit la clôture de l'exercice budgétaire de référence.

Art. 15. Les subventions prévues aux articles 9 et 10 pourront, moyennant présentation du budget de l'année en cours, faire l'objet d'une avance provisionnelle dont le montant ne pourra dépasser 50 p.c. de la subvention octroyée l'année précédente.

La liquidation du solde s'effectuera conformément aux articles 13 et 14 du présent arrêté.

Art. 16. L'octroi de subventions aux maisons des jeunes et aux centres ruraux de jeunesse et soumis aux dispositions de l'arrêté royal n° 5, du 18 avril 1967, relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi de subventions ainsi qu'à celles de l'arrêté royal du 26 avril 1968 réglant l'organisation et la coordination du contrôle et de l'emploi de subventions.

Art. 7. Binnen de perken van de met dit doel op de begroting van de Franse Cultuur uitgetrokken kredieten, worden aan de erkende jeugdtehuizen en landelijke jeugdcentra toelagen verleend.

Deze toelagen hebben betrekking op :

- de uitrustingsuitgaven;
- de uitgaven voor de bezoldiging van het personeel van animators;
- de werkingsuitgaven.

Art. 8. Onmiddellijk na zijn erkenning ontvangt het jeugdtehuis of het landelijk jeugdcentrum een toelage voor eerste uitrusting ten bedrage van 120 000 F.

Na tien jaar normale en ononderbroken werking ontvangen de jeugdtehuizen en landelijke jeugdcentra jaarlijks een toelage tot aanvulling of vernieuwing van hun uitrusting; het bedrag van bedoelde toelage wordt vastgesteld door Onze Minister onder wie de Franse Cultuur ressorteert.

Deze uitrustingsstoelagen moeten aangewend worden voor de aankoop van meubilair en van didactisch materieel, met uitsluiting van iedere uitgave voor aan bederf onderhevige of tot onroerende goederen te verwerken grondstoffen.

Art. 9. De erkende jeugdtehuizen en landelijke jeugdcentra ontvangen jaarlijks een bijdrage voor de bezoldiging van hun personeel van animators, volgens de normen vastgesteld door Onze Minister onder wie de Franse Cultuur ressorteert.

Art. 10. De erkende jeugdtehuizen en landelijke jeugdcentra ontvangen jaarlijks een werkingstoelage tot dekking van de in aanmerking komende uitgaven die zij werkelijk hebben gedaan om te voldoen aan de voorwaarden inzake onthaal in hun lokalen en om hun activiteitsprogramma uit te voeren; het bedrag ervan is :

- 150 000 F voor jeugdtehuizen van categorie A;
- 100 000 F voor jeugdtehuizen en landelijke jeugdcentra van categorie B;
- 60 000 F voor jeugdtehuizen en landelijke jeugdcentra van categorie C.

Art. 11. De jeugdtehuizen en landelijke jeugdcentra die met het oog op hun erkenning een dossier hebben ingediend maar niet aan alle gestelde voorwaarden voldoen, kunnen, op gunstig advies van de bij artikel 6 van dit besluit bedoelde commissie en van de inspectie van het toezichtgebied, gedurende één jaar een forfaitaire toelage van 30 000 F genieten.

Art. 12. De in de artikelen 8, 10 en 11 van dit besluit bepaalde bedragen zijn vastgesteld op grond van het indexcijfer van de consumptieprijzen op dat van 30 juni 1971. Onze Minister onder wie de Franse Cultuur ressorteert vermenigvuldigt dit bedrag met een cijfer dat door hem wordt vastgesteld, rekening houdend ondermeer met de schommelingen van de kosten van levensonderhoud en de voor dit doel beschikbare kredieten.

Art. 13. Worden geacht in de zin van artikel 10 van dit besluit in aanmerking kunnen komen, de uitgaven die door jeugdtehuizen en de landelijke jeugdcentra gedaan werden overeenkomstig door hen opgemaakte en vóór de 1e september van ieder jaar bij de administratie ingediende begroting.

Deze begrotingen worden opgemaakt per dienstjaar, gaande van 1 juli van een kalenderjaar tot 30 juni van het daaropvolgend kalenderjaar.

Art. 14. De rekeningen en verantwoordingsstukken van de uitgaven, die door de jeugdtehuizen en de landelijke jeugdcentra worden voorgelegd om de werkingstoelagen te kunnen genieten, moeten bij de bevoegde administratie toekomen uiterlijk op 1 september volgend op de sluiting van het begrotingsdienstjaar waarop zij betrekking hebben.

Art. 15. Voor de in de artikelen 9 en 10 bedoelde toelagen kan mits de begroting voor het lopend jaar wordt voorgelegd, een provisioneel voorschot worden uitgekeerd, waarvan het bedrag niet hoger mag zijn dan 50 pct. van de voor het vorige jaar verleende toelage.

Het saldo wordt uitgekeerd overeenkomstig de artikelen 13 en 14 van dit besluit.

Art. 16. De toelagen aan de jeugdtehuizen en landelijke jeugdcentra worden verleend overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 5, van 18 april 1967, betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van de toelagen alsook overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 26 april 1968 tot regeling van de organisatie en de coördinatie van de controle en de aanwending van toelagen.

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 1971. Les maisons des jeunes qui étaient reconnues par le Service national de la Jeunesse antérieurement à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont réputées agréées à cette date dans une catégorie correspondant à leur activité de l'exercice précédent.

Art. 18. Notre Ministre de la Culture française est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 octobre 1971.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Culture française,

A. PARISIS

Art. 17. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1971.

De jeugdtehuizen die vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit door de Nationale Dienst van de Jeugd waren erkend, worden geacht op deze datum erkend te zijn in een categorie die overeenstemt met hun bedrijvigheid gedurende het vorige dienstjaar.

Art. 18. Onze Minister van Franse Cultuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 oktober 1971.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Franse Cultuur,

**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU
COMMERCE EXTERIEUR ET DE LA COOPERATION
AU DÉVELOPPEMENT**

Arrangement administratif, signé à Bruxelles le 5 novembre 1971, relatif aux modalités d'application de l'Accord entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas en matière de sécurité sociale applicable à leurs ressortissants qui ont exercé une activité professionnelle outre-mer, signé à La Haye le 4 février 1969 (1)

Les autorités compétentes néerlandaise et belge,

En exécution de l'article 7, paragraphe premier de l'Accord entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume de Belgique en matière de sécurité sociale applicable à leurs ressortissants qui ont exercé une activité professionnelle outre-mer, signé à La Haye le 4 février 1969.

Sont convenues des dispositions ci-après :

Article 1.

Pour l'application du présent arrangement, il faut entendre par :

a) l'Accord : l'Accord entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas en matière de sécurité sociale applicable à leurs ressortissants qui ont exercé une activité professionnelle outre-mer, signé à La Haye le 4 février 1969;

b) les cotisations : les cotisations patronales de solidarité, visées à l'article 68 de la loi belge du 17 juillet 1963 relative à la sécurité sociale d'outre-mer;

c) entreprises néerlandaises : les entreprises établies aux Pays-Bas et qui occupent des agents de nationalité belge ou néerlandaise dans les territoires de l'ancien Congo belge et du Ruanda-Urundi;

d) l'Office : l'Office de sécurité sociale d'outre-mer, à Bruxelles;

e) le « Bureau » : le « Bureau voor Belgische Zaken de sociale verzekering betreffende » (Bureau des Affaires belges concernant les assurances sociales) à Bréda.

Article 2.

Le « Bureau » dénommé à l'article 1, sub e) du présent arrangement est chargé de la perception des cotisations dues par les entreprises néerlandaises à l'office, en application de l'article 5 de l'Accord.

(1) Voir *Moniteur belge* du 5 juillet 1969.

**MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN, BUITEN-
LANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMEN-
WERKING**

Administratief Akkoord ondertekend te Brussel op 5 november 1971, met betrekking tot de wijze van toepassing van de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en het Koninkrijk der Nederlanden inzake sociale zekerheid van hun onderdanen, die overzee arbeid hebben verricht, ondertekend te 's-Gravenhage op 4 februari 1969 (1)

De bevoegde autoriteiten van Nederland en van België,

Uitvoering gevend aan artikel 7, eerste lid, van de op 4 februari 1969 te 's Gravenhage ondertekende Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden en het Koninkrijk België inzake sociale zekerheid van hun onderdanen, die overzee arbeid hebben verricht,

Zijn het volgende overeengekomen :

Artikel 1.

Voor de toepassing van dit Akkoord wordt verstaan onder :

a) de Overeenkomst : de op 4 februari 1969 te 's Gravenhage ondertekende Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden en het Koninkrijk België inzake sociale zekerheid van hun onderdanen, die overzee arbeid hebben verricht;

b) bijdragen : de patronale solidariteitsbijdragen, bedoeld in artikel 68 van de Belgische wet van 17 juli 1963 betreffende de overzeese sociale zekerheid;

c) Nederlandse ondernemingen : in Nederland gevestigde ondernemingen, die op het grondgebied van voormalig Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi werknemers van Nederlandse of Belgische nationaliteit te werk stellen;

d) de Dienst : de Dienst voor overzeese sociale zekerheid te Brussel;

e) het Bureau : het Bureau voor Belgische Zaken de sociale verzekering betreffende, te Bréda.

Artikel 2.

Met de invordering van de bijdragen, die de Nederlandse ondernemingen ingevolge artikel 5 van de Overeenkomst aan de Dienst verschuldigd zijn, wordt belast het Bureau, genoemd in artikel 1, onder e) van dit Akkoord.

(1) Zie *Belgisch Staatsblad* van 5 juli 1969.